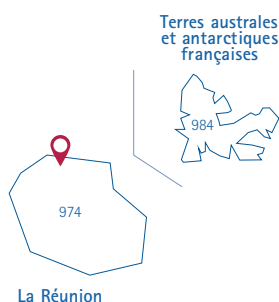


BILAN ANNUEL 2025

Tribunal administratif de La Réunion



Jean-Michel LASO
Président du tribunal
administratif de la Réunion



Effectifs de la juridiction :

32

personnes dont :

16

magistrates
et magistrats

16

agentes et agents de greffe
et aides à la décision

En 2025, le tribunal a connu un niveau inédit de recours avec 2 215 affaires enregistrées en 2025, en augmentation de près de 27 % par rapport à 2024. Un record qui a nécessité la mobilisation pleine et entière de ses équipes pour répondre à la demande de justice de nos concitoyens.

Le nombre d'affaires jugées par le tribunal a, lui, très sensiblement augmenté, avec 2 242 recours tranchés (+ 41 % par rapport à 2024). En 2025, la juridiction a traité plusieurs affaires emblématiques, notamment l'extension du bassin de baignade de Grande-Anse, la subvention accordée par la région au journal Quotidien, les élections au conseil départemental de l'Ordre des médecins, les marchés de construction portant sur la construction du viaduc de la nouvelle route du littoral, la question de la protection fonctionnelle du maire et d'un conseiller municipal de la commune du Port, ainsi que le pavoisement des drapeaux palestiniens sur les frontons des hôtels de ville.

Les contentieux dominants restent le contentieux de la fonction publique, qui représente 25 % de la totalité des affaires enregistrées, les contentieux sociaux ainsi que le contentieux du droit des étrangers, représentant 16 % chacun.

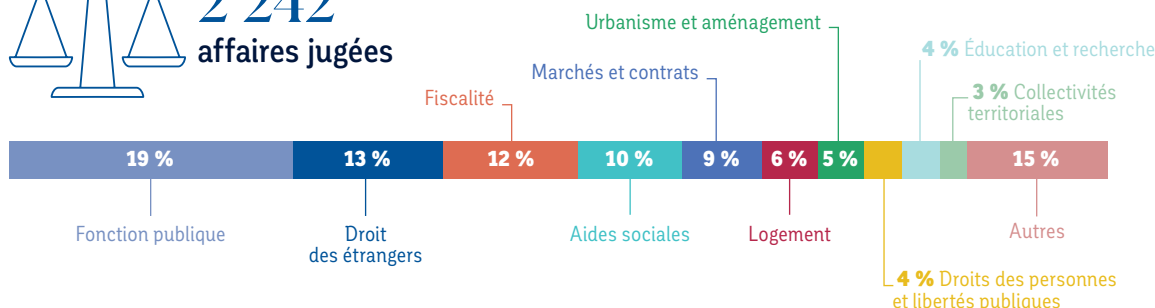
Au cours de l'année, le tribunal a poursuivi le renforcement de ses partenariats extérieurs en signant une convention avec le centre de médiation du barreau de Saint-Denis, visant à faciliter le recours à la médiation préalable pour résoudre les litiges.

Outre la tenue de son audience solennelle en septembre 2025, la juridiction a également participé aux Journées européennes du patrimoine, en partenariat avec la cour d'appel judiciaire de Saint-Denis et la Chambre régionale des comptes, en ouvrant au public la Maison Rieul, siège du tribunal, dans laquelle a pu être exposé l'original du traité de cession de Mayotte à la France datant du 25 avril 1841.

2025 en chiffres



2 242
affaires jugées



Aides sociales : aides financières aux personnes (RSA), aux familles, à l'enfance, aux personnes handicapées ou âgées, aides médicales d'État, etc.

Collectivités territoriales : relations des collectivités territoriales entre elles, avec l'État, etc.

Droit des étrangers : titres et visas de séjour, titres de travail, expulsions, extraditions, etc.

Droits des personnes et libertés publiques : garantie des libertés publiques et des droits fondamentaux, naturalisations, etc.

Éducation et recherche : inscription, déroulement et obtention des examens dans les établissements d'enseignement public et privé

Fiscalité : impôts locaux, impôt sur le revenu, TVA, etc.

Fonction publique : relations des fonctionnaires et des agents publics avec leur employeur

Logement : aides financières au logement, droit au logement opposable, organismes de HLM, etc.

Marchés et contrats : marchés passés par l'État et les collectivités territoriales avec des opérateurs privés

Urbanisme et aménagement : permis de construire, droit de préemption, aménagement commercial, plans locaux d'urbanisme, etc.



364

affaires jugées en urgence (référé)

✚ 78 % par rapport à 2024



2 215

affaires enregistrées

✚ 27 % par rapport à 2024



1 an 2 mois et 8 jours

de délai moyen de jugement

✚ 17 jours par rapport à 2024



76 %

des décisions du tribunal ont été confirmées en appel



65

médiations engagées

7 % de taux de réussite